Kondo Nobuaki
Islamic Law and Society in Iran: A Social History of Qajar Tehran

London, Routledge,
[Royal Asiatic Society Books]
2017, 196 p.
ISBN : 9780415711371

La contribution nippone aux études sur l'histoire de l'Iran à la période musulmane (à partir du XVI^e s.) est souvent malheureusement négligée par des chercheurs occidentaux ne maitrisant pas le japonais (1). On ne peut donc que se féliciter de la publication en anglais de l'ouvrage de Nobuaki Kondo, Professeur au Research Institute for Languages and Cultures of Asia and Africa (ILCAA), Tokyo University of Foreign Studies (2). Il s'agit d'un travail synthétique qui réunit et affine plus d'une décennie de recherches menées par l'auteur sur l'histoire sociale, juridique et urbaine de la capitale iranienne, Téhéran, à l'époque qājār (1796-1925).

L'ouvrage (196 p.) est divisé en huit chapitres, accompagnés d'un index. Après avoir évoqué l'état de la recherche dans l'introduction (p. 1-10), il s'interroge, dans le premier chapitre, « The historical development of Tehran » (p. 11-21), sur les références à Téhéran dans la littérature européenne et persane. Décrit au XIV^e siècle comme un village situé au nord de l'ancienne ville de Rayy, Téhéran prit rapidement la forme d'une localité (*qaṣba*) avant que ne lui soit accordé le statut de ville (*šahr*), entourée par un mur en 964-965 A.H./1557-1558, à l'époque safavide, sous l'ordre de Ṭahmāsp I. À la fin du XVIII^e siècle, compte tenu de son expansion urbaine inégalée pour l'Iran en termes de population et de superficie, et au vu de sa localisation géostratégique, le premier šāh qājār, Āqā Moḥammad Ḫan Qājār, en fit sa capitale. L'auteur étudie ensuite l'organisation des administrations centrale et locale à Téhéran au XIX^e siècle. Il distingue comme responsables de l'administration locale, le gouverneur, le *vazīr*, le *kalantar* et le *kadḫodā*. Ces deux dernières fonctions seront remplacées à partir de 1878 par le *ra'īs-e maḥalle* et une police moderne. Quant à l'administration centrale de l'État qājār, elle était incarnée par le šāh, le Grand Vizir (*ṣadr-e a'ẓam*) et l'*amīr-e dīvān* ou Responsable de la Cour royale (*dīvānḫāne-ye mobārake*). Toutefois, suite aux réformes institutionnelles, l'office de Grand Vizir fut aboli dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et remplacé par six ministères : ministère de l'Intérieur, ministère de la Guerre, ministère des Pensions, ministère des Affaires étrangères, ministère des Finances et ministère de la Justice. Par ailleurs, un tribunal moderne (*dīvānḫāne-ye 'adlīye*) (3) présidé par le Ministre de la Justice (*vazīr-e 'adlīye*) fut établi et prit progressivement la place de la Cour royale et de l'*amīr-e dīvān* dans la gestion des contentieux.

Le deuxième chapitre, « Judicial system » (p. 22-37), est consacré à l'organisation de l'administration judicaire à Téhéran au XIX^e siècle, en particulier à la répartition des compétences et aux réformes judicaires. Les *kalantar*-s et *kadḫodā*-s arrêtaient des criminels alors que le gouverneur et le *vazīr* avaient la charge de juger des crimes. Le *dīvānḫāne* avait la compétence pour juger des crimes, mais pouvait aussi, de même que des tribunaux religieux, juger des litiges relatifs aux affaires civiles. Si le gouverneur, le *vazīr* et le *dīvānḫāne* appliquaient parfois des peines discrétionnaires, la loi islamique restait la référence normative du droit. En effet, les tribunaux religieux, « *shari'a courts* » (dont il sera question plus loin), étaient étroitement liés à l'administration de la justice par le gouverneur, le *vazīr* et le *dīvānḫāne*. D'une part, ils assuraient la préparation des documents juridiques (actes, décrets, avis) confirmant les droits des parties aux procès criminels ou civils, et, d'autre part, la clôture de ceux-ci par la prise d'un serment ou par la conciliation. Enfin, l'auteur réussit très bien à démêler, à partir de 1860, l'historique des institutions qui servaient à récolter des pétitions dans les provinces pour le compte de l'administration centrale.

Le troisième chapitre, « Sharia court » (p. 38-57), revient dans un premier temps sur un problème épineux : qui présidait au tribunal religieux en Iran à l'époque qājār ? À Téhéran, de même qu'à Tabrīz à cette époque (4), la gestion des tribunaux religieux n'était pas le monopole d'un fonctionnaire nommé par le pouvoir central comme le qadi dans l'Empire ottoman voisin. En revanche, le fait d'être reconnu comme juriste qualifié (*mojtahed*) était la condition la plus significative pour pouvoir légaliser des actes

(1) Pour la recherche japonaise sur l'histoire de l'Iran à la période musulmane, voir l'article de l'auteur, N. Kondo, « Iranian History – Reaching a New Stage », *Orient* vol. xxxvii (2002), p. 49-64.

(2) Pour les travaux de l'auteur, parus en anglais depuis 2001, voir la bibliographie, p. 188-189.

(3) La présence d'un *dīvānḫāne-ye 'adlīye* à Téhéran est attestée dans les sources qājārs dès 23 Zelḥejje 1273 AH/14 août 1857. Le premier *dīvānḫāne-ye 'adlīye* dans les provinces aurait été établi à Šīrāz, entre 1877 et 1881, voir les notes en fin de chapitre n° 31 et n° 64, p. 35-36.

(4) Voir C. Werner, « What is a Mujtahid? Functions and Stratification of Tabrizi 'Ulama in the Early Qajar Period », *Islamic Area Studies Working Paper Series* 19, Tokyo 2000.

BCAI 32 (2018) Kondo Nobuaki: Islamic Law and Society in Iran: A Social History of Qajar Tehran, recensé par Zahir Bhalloo
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

juridiques [5] et pour émettre des avis et des décisions juridiques [6]. Dans un deuxième temps, l'auteur présente le contenu de trois registres issus des tribunaux religieux du quartier de Sangelaj, à Téhéran, à l'époque qājār. Les deux premiers, couvrant la période de 1867 à 1868, puis de 1875 à 1879, appartiennent à Sayyed Moḥammad Ṣādeq Ṭabātabā'ī Sangelajī (m. 1883), le troisième, couvrant les années 1886 à 1889, à Šayḫ Fażlo'llāh Nūrī (m. 1909). Compte-tenu du nombre relativement restreint des documents enregistrés relatifs aux procès, l'auteur suggère que ces tribunaux religieux se soient davantage occupés de la préparation et de la notarisation des actes que de l'arbitrage des conflits. Enfin, l'auteur propose une typologie des documents enregistrés par Sangelajī relatifs à l'arbitrage des conflits [7]. Il distingue ici entre quatre types de documents : (1) « deed type *ḥokm* » ; (2) « question-answer *ḥokm* » ; (3) « *fatvā* » et (4) des actes juridiques du type *moṣāleḥe*, rédigés pour clôturer des procès par la conciliation [8].

Le quatrième chapitre, « An actual dispute: the case of double *vaqf* » (p. 58-73) est consacré à l'étude d'un litige complexe qui s'est déroulé autour du village de Bordābād, dans la banlieue ouest de Téhéran entre 1835 et 1914. Ce village fut établit comme *vaqf* deux fois, en 1835 par Ḥājiye Badr Nesā' Ḫānom, un membre de la famille royale qājār, puis en 1848 par Sohrāb Ḫān Gorjī, un militaire rattaché à la Cour royale. L'imbrication des pouvoirs politique et religieux en Iran au cours du XIX^e siècle déterminait lequel des deux *vaqf*-s était reconnu comme valide. Dans ce contexte, la fonction principale des écrits des juristes, dénommés souvent sans distinction « *ḥokm* », n'était pas de nature à trancher le litige, mais permettait de confirmer la réclamation des parties pendant les procès. En 1914, enfin, le nouveau ministère du *Vaqf* iranien reconnut la validité du deuxième *vaqf*. Ce faisant, il annula des décisions et des avis juridiques antérieurs confirmant le premier *vaqf*, y compris celles émises par les plus savants juristes chiites duodécimains, résidant dans des villes saintes chiites de l'Iraq (*'atabāt*). Cela démontre, selon l'auteur, l'indépendance judiciaire de l'État-nation iranien par rapport aux juristes des *'atabāt* en ce qui concerne la juridiction religieuse.

Dans le cinquième chapitre, « Attestations and transactions in sharīa courts » (p. 74-95), l'auteur procède à une analyse qualitative et quantitative des différents types de transactions commerciales enregistrés dans les trois registres des tribunaux religieux de Téhéran évoqués dans le deuxième chapitre. Cette analyse montre l'importance du type de contrat connu sous le nom de *moṣāleḥe*, utilisé pour enregistrer divers types de transactions, tels la vente (*mobaye'e*), la donation (*ḥebe*), le bail (*ejāre*) et la vente conditionnelle (*mobaye'e-ye šarṭiye*). Par ailleurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le prêt d'argent à intérêt était une pratique courante à travers la vente conditionnelle, ainsi que par des transactions du type *deyn*, *qarż* et *estedāne* (p. 79-88). La dernière partie du chapitre examine les attestations que l'on trouve dans ces registres. L'auteur relève : (1) des confirmations de décisions émises par d'autres juristes et parfois par le *dīvānḫāne* ; (2) des confirmations d'authenticité d'écriture ; (3) des notes de suivi, en particulier pour des ventes conditionnelles, et (4) des notes suggérant que les registres furent consultés pour confirmer des transactions anciennes ou préparer de nouveaux documents lorsque les orignaux étaient perdus. L'auteur montre également comment l'origine géographique ainsi que le parcours de Sangelajī et de Nuri peuvent expliquer l'identité sociale des personnes fréquentant leurs tribunaux respectifs. Enfin, les transactions enregistrées par Sangelajī et Nūrī concernent des biens non seulement à Téhéran mais aussi dans les provinces d'Iran et même dans les villes saintes d'Iraq, ce qui laisse penser que les tribunaux religieux iraniens, à cette époque, n'avaient pas de compétence territoriale bien définie.

Les trois derniers chapitres sont consacrés à l'étude du rôle social et économique du *vaqf* à Téhéran. Dans le sixième chapitre, « *Vaqf*-s in Tehran » (p. 96-123), l'auteur montre que l'État qājār ne contrôlait qu'une minorité des *vaqf*-s à Téhéran. Les tentatives de répertorier les *vaqf*-s ou même l'établissement en 1854 d'un ministère des Pensions et des Fondations religieuses (*vezārat-e vazā'ef va mowqūfāt*) n'a pas diminué la mainmise des tribunaux religieux sur les affaires relatives aux *vaqf*. L'auteur poursuit son étude par une analyse quantitative des données dans 260 actes de *vaqf* de Téhéran datant de 1201-1291 A.H./1786-1883. Il s'intéresse au statut social des fondateurs, aux

(5) Voir le cas de l'acte du *vaqf* d'Ostād 'Abbās dans N. Kondo, « The Waqf of Ostad Abbas: Rewrites of the Deeds in Qajar Tehran », in N. Kondo éd., *Persian Documents: Social History of Iran and Turan in the Fifteenth-Nineteenth Centuries*, London, RoutledgeCurzon, 2003, p. 116.

(6) Voir le litige autour du *vaqf* des Dīrāzgīsū à Astarābād, dans Z. Bhalloo, « The Qajar jurist and his ruling: A study of judicial practice in nineteenth century Iran », Unpublished D.Phil. thesis, University of Oxford, 2013, p. 291-157.

(7) D'après l'auteur, ces documents enregistrés ne sont que des résumés des documents réels (p. 44). Pour un document existant, relatif à un litige autour du *vaqf* dans les provinces, voir Z. Bhalloo et O. Rezai, « A *sharī'a* court document from Neyrīz, Fārs (1303/1886) », *Studia Iranica* 46/1 (2017), p. 77-106.

(8) Pour ces différents types de documents, voir également Z. Bhalloo, « The Qajar jurist and his ruling », p. 48-101 et p. 228-230.

BCAI 32 (2018) Kondo Nobuaki: Islamic Law and Society in Iran: A Social History of Qajar Tehran, recensé par Zahir Bhalloo
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

types de propriétés urbaines ou rurales constituées comme *vaqf*, aux objectifs de ces *vaqf*-s et enfin à leur contrôle et à leur administration. L'auteur conclut le chapitre en évoquant deux *vaqf*-s importants, celui d'une école religieuse, Marvī Madrase, et d'un canal distribuant de l'eau à la ville, le Qanāt-e Nāṣerīye, ainsi que des *vaqf*-s fondés à Téhéran par des marchands et des femmes souvent pour des cérémonies de deuil de l'*emām* Ḥoseyn.

Dans le septième chapitre, « *Vaqf* and private property » (p. 124-145), l'auteur examine le rôle du *vaqf* dans la gestion des propriétés privées. Il s'appuie, d'une part, sur l'étude des propriétés de quatre individus éminents de Téhéran, dont trois hommes politiques, Mīrzā Moḥammad Šafīʿ Māzandarānī, Manūčehr Ḫān Moʿtamed al-Dowle, Maḥmūd Ḫān Kalantar, et, un marchand, Ḥājjī Moḥammad Ḥasan Kolāhdūz. L'auteur étudie d'autre part dans quelle mesure les magasins et les espaces commerciaux (*sarāy*) du Grand Bazar de Téhéran étaient constitués comme *vaqf*. Cette recherche montre que le *vaqf* n'était qu'un outil dans la gestion des propriétés privées à Téhéran à l'époque qājār, et, par ailleurs, qu'ils ne contribuait pas directement à l'expansion urbaine. En effet, des magasins et des *sarāy*-s du Grand Bazar étaient constitués graduellement en *vaqf*, et, dans le cas des *sarāy*-s, pareillement, bien après leur construction.

Le huitième et dernier chapitre, « Transformation of *vaqf*-s » (p. 146-165) étudie les transformations en termes administratifs et fonciers qui furent apportées à deux *vaqf*-s de Téhéran, fondés à la période safavide. Le premier *vaqf* est celui de l'ancienne mosquée congrégationnelle de Téhéran (*masjed-e jāmeʿ*) située au centre du Grand Bazar. L'auteur montre que ses administrateurs, issus de manière héréditaire de la famille *emām-e jamāʿat*, ont réussi, non seulement à sauvegarder et à augmenter les propriétés foncières faisant partie du *vaqf* safavide originel, mais aussi, qu'ils sont parvenus à se faire nommer administrateurs d'autres *vaqf*-s, lesquels n'avaient aucun rapport avec le *vaqf* de la mosquée congrégationnelle. Quoiqu'il en soit, de nouveaux espaces de prière (*šabestān*) faisant partie des *vaqf*-s gérés par d'autres administrateurs furent ajoutés autour de l'ancien espace de prière de la mosquée congrégationnelle. Par conséquent, à l'époque qājār la gestion des *vaqf*-s de l'ancienne mosquée congrégationnelle élargie n'était plus assurée que par la famille *emām-e jamāʿat*. Le deuxième *vaqf* étudié est celui des quatorze infaillibles (*čahārdah maʿsūm*) fondé par la famille royale safavide. Ce *vaqf*, composé principalement des terres situées au sud-ouest de Téhéran fut géré par l'administration centrale avant de devenir, à l'époque qājār, un *vaqf* privé sous le contrôle d'une famille de *sayyid*-s. La gestion du *vaqf* par cette famille, ainsi que diverses tentatives de la part de locataires puissants cherchant à s'approprier des terres, redessinent complètement les frontières de la propriété foncière rurale et urbaine qui faisaient partie de ce *vaqf* au cours du XIX^e^ siècle (cf. fig. 8.2, p. 154 et fig. 8.3, p. 157).

Nobuaki Kondo signe ici un ouvrage remarquablement bien documenté qui servira de base à tout futur travail sur l'histoire de l'administration judicaire et du *vaqf* en Iran à l'époque contemporaine.

Zahir Bhalloo
Berlin Graduate School
Muslim Cultures and Societies,
Freie Unviersität Berlin

BCAI 32 (2018) Kondo Nobuaki: Islamic Law and Society in Iran: A Social History of Qajar Tehran, recensé par Zahir Bhalloo
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net